

# L'obligation d'établir un rapport de durabilité est reportée



© 2025 Les Echos Publishing

Vous le savez : transposant en droit français la directive européenne dite CSRD (« Corporate sustainability reporting directive »), une ordonnance du 6 décembre 2023 est venue renforcer les obligations de transparence des grandes entreprises et des sociétés cotées en leur imposant de publier des informations extra-financières en matière environnementale, sociale et de gouvernance. Des informations qui doivent ensuite être certifiées par un commissaire aux comptes. L'objectif de cette mesure étant de répondre au besoin de plus en plus fortement exprimé par les pouvoirs publics, les institutions financières, les organisations non-gouvernementales, les investisseurs, les partenaires ou encore les clients des grandes entreprises de connaître les données concernant leur RSE (responsabilité sociale des entreprises).

Décrivant l'impact de l'entreprise sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, ces informations doivent figurer dans un rapport dit « de durabilité », qui est intégré au rapport de gestion présenté aux associés, et qui a vocation à se substituer progressivement, mais avec un contenu plus étoffé, à la déclaration de performance extra-financière (DEPF) que doivent souscrire les grandes entreprises et les sociétés cotées.

**En pratique** : ces informations doivent être présentées selon des normes européennes standardisées.

Cette nouvelle obligation d'établir un rapport de durabilité s'impose d'ores et déjà, plus précisément pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, aux grandes entreprises cotées qui dégagent un chiffre d'affaires (CA) d'au moins 50 M€ ou qui ont un total de bilan d'au moins 25 M€ et qui emploient plus de 500 salariés, ainsi qu'aux sociétés mères d'un grand groupe dépassant au total ce seuil de 500 salariés qui sont des sociétés cotées (1<sup>re</sup> vague).

## **Une obligation reportée de 2 ans pour certaines entreprises**

Pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'obligation devait s'étendre aux grandes entreprises, cotées ou non, qui dégagent un chiffre d'affaires (CA) d'au moins 50 M€ ou qui ont un total de bilan d'au moins 25 M€ et qui emploient plus de 250 salariés ainsi qu'à celles qui sont des sociétés mères d'un grand groupe (2<sup>e</sup> vague).

Et pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, ce devait être au tour des sociétés cotées qui sont des moyennes (c'est-à-dire qui ne dépassent pas deux des trois seuils suivants : 50 M€ de CA ; 25 M€ de total de bilan ; 250 salariés) ou des petites entreprises (qui ne dépassent pas deux des trois seuils suivants : 15 M€ de CA ; 7,5 M€ de total de bilan ; 50 salariés) (3<sup>e</sup> vague).

Mais compte tenu de la lourdeur et de la complexité de cette obligation, les autorités européennes ont décidé de reporter de 2 ans son entrée en vigueur pour les entreprises mentionnées ci-dessus, et donc de la rendre applicable :

- pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 (au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2025) pour les entreprises de la 2<sup>e</sup> vague ;
- pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2028 (au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2026) pour les entreprises de la 3<sup>e</sup> vague.

Ce report a été acté dans une directive européenne du 14 avril 2025 et repris en droit français par une loi du 30 avril 2025.

[Art. 7, loi n° 2025-391 du 30 avril 2025, JO du 2 mai](#)

© 2025 Les Echos Publishing